Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA GAUCHE ET LA SOUVERAINETÉ

Antoine Bristielle, Max-Valentin Robert

01/03/2021

La souveraineté est-elle un concept qui parle aux sympathisants de gauche en Europe ? En analysant notre grande enquête sur la souveraineté européenne, Antoine Bristielle et Max-Valentin Robert mesurent le potentiel de cette thématique, notamment en vue de l'élection présidentielle en France.

Le 28 août 2020, Emmanuel Macron affirma vouloir faire de la « souveraineté sanitaire et industrielle » un des axes de son plan de relance. Quelques mois auparavant, le chef de l'État avait également évoqué la nécessité de « rebâtir une indépendance agricole, sanitaire, industrielle et technologique française, et plus d'autonomie stratégique pour notre Europe ». Les difficultés liées à la gestion de l'actuelle crise sanitaire semblent avoir remis au goût du jour la thématique de la souveraineté dans les discours et les propositions des dirigeants politiques. Au sein de la gauche française, ce concept est toutefois loin de faire l'unanimité entre les différents acteurs partisans. Si la notion de souveraineté est occasionnellement revendiquée par La France insoumise et constitue le cœur du programme économique d'Arnaud Montebourg, elle demeure néanmoins peu présente dans le discours porté par Europe Écologie-Les Verts – cette famille politique étant engagée de longue date en faveur de la construction d'une Europe fédérale – et est perçue avec méfiance au sein de la mouvance trotskiste (Nouveau Parti anticapitaliste, Lutte ouvrière), qui y voit une stratégie capitaliste de diversion par rapport à la lutte des classes. Ce concept semble avoir, en revanche, gagné en visibilité au sein du Parti socialiste, dans le contexte de la crise liée à la Covid-19. Le 13 mai 2020, Olivier Faure appela à une réaffirmation de la « souveraineté sanitaire » française et déclara : « Nous ne pouvons pas dépendre de la Chine pour les masques et voir notre propre production de vaccins partir aux États-Unis. Nous devons construire des filières nationales et européennes et affirmer notre indépendance stratégique en matière de santé. » « Nous devons réaffirmer une souveraineté et agir sur le réel, construire un rapport de force avec la puissance privée », avait également déclaré un mois plus tôt Boris Vallaud lors d'un entretien à *L'Humanité*.

Ces divergences au sein de la gauche française sur la question de la souveraineté s'expliquent en partie par la structuration actuelle du champ partisan : en effet, la mobilisation discursive de la souveraineté est une stratégie plus fréquemment utilisée par les formations eurosceptiques de droite, ce qui peut expliquer la réticence d'une partie de la gauche à déployer ce type de rhétorique.

Par ailleurs, si la gauche conceptualisa historiquement la souveraineté nationale (alors associée intrinsèquement à la souveraineté populaire) dans une logique de confrontation avec l'autorité des monarques et de contestation des pouvoirs établis sur un fondement clérical, la prégnance ultérieure du marxisme insuffla une dimension internationaliste au sein de son référentiel, parfois jugée incompatible avec le maintien d'un discours revendiquant la souveraineté. Soulignons également que la notion de souveraineté a connu de multiples changements d'acceptions à travers les âges : « Le Moyen Âge envisageait la souveraineté, par référence au Dieu monothéiste [...] seul porteur de cette souveraineté. Bodin, par sa propre définition, ouvrait la voie à l'ère des États modernes absolus et aux relations internationales comme "société d'égaux". Enfin, les révolutions républicaines de la fin du XVIII^{e} siècle, inspirées par les Lumières, transféreront cette souveraineté du Prince au Peuple, en passant par la Nation. » Mais en ce début de XXI^{e} siècle, que veut dire la souveraineté pour les opinions publiques européennes ? Comment les citoyens interprètent-ils cette notion aujourd'hui ? Et, plus spécifiquement, quel rapport les formations partisanes de gauche et leurs électeurs entretiennent-ils vis-à-vis de l'idée de souveraineté ?

Cette enquête sur la souveraineté européenne a été réalisée par l'institut Ipsos pour le compte de la Fondation Jean-Jaurès et de la Fondation Friedrich-Ebert. L'intérêt de cette étude réside dans la diversité des huit pays ayant été sondés, pays relevant eux-mêmes de zones géographiques distinctes : Europe centrale et orientale (Allemagne, Pologne, Roumanie et Lettonie), Scandinavie (Suède), Europe méridionale (France, Italie, Espagne). Nous sommes donc en présence de données originales, car collectées au-delà des démocraties historiquement établies d'Europe occidentale (alors que celles-ci constituent habituellement le seul terrain d'exploration des travaux décryptant les opinions publiques du Vieux Continent). Ainsi, l'enquête dont nous exposons les résultats fut conduite entre le 28 décembre 2020 et le 8 janvier 2021, auprès de huit échantillons de mille individus représentatifs âgés de dix-huit ans et plus.

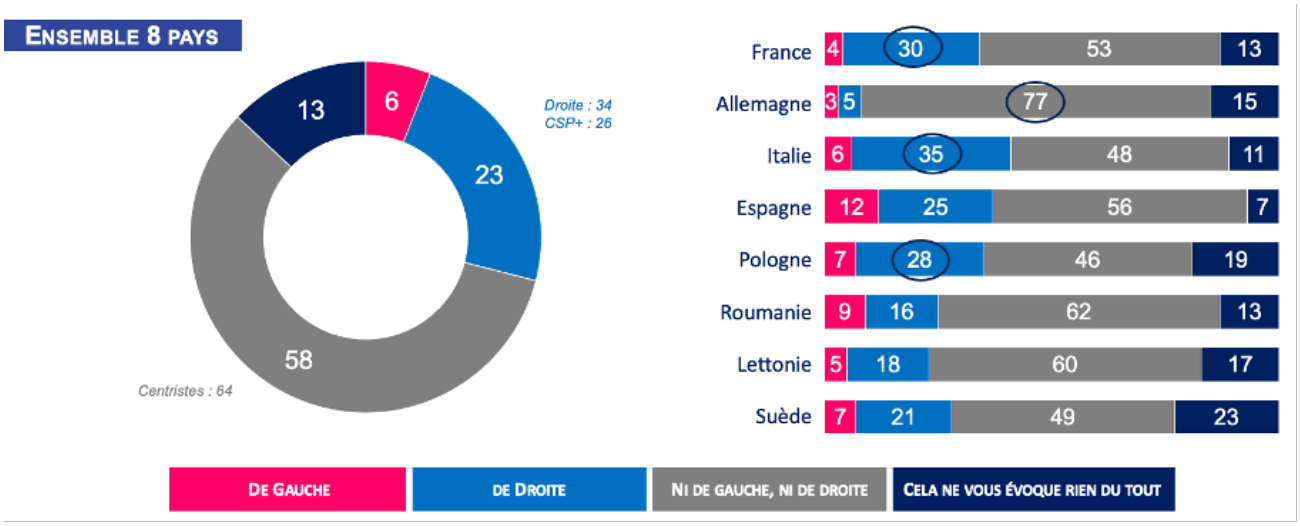
Le concept de souveraineté pour les Européens

Présentation générale de l'enquête souveraineté

Qu'évoque donc la notion de souveraineté pour les Européens ? Tout d'abord, nous pouvons souligner que, dans tous les pays étudiés, la majorité des opinions publiques locales tendent à considérer la souveraineté comme étant un concept ne relevant ni de la droite ni de la gauche. Cette « désidéologisation » de la souveraineté s'avère être la plus nettement établie en Allemagne (77% des sondés allemands considérant la souveraineté comme n'étant « ni de gauche ni de droite »), en Roumanie (62%) et en Lettonie (60%). Cependant, lorsqu'une couleur politique est

attribuée à cette notion, celle-ci est alors plus souvent associée à la droite qu'à la gauche, à l'exception notable de nos voisins d'outre-Rhin (3% des Allemands assimilant la souveraineté à la gauche et 5% à la droite).

Figure 1. Couleur politique associée au concept de souveraineté
Question posée : « Pour vous, la souveraineté est spontanément un terme… »



Dans l'ensemble des opinions publiques traitées, les trois idées que les populations rattachent le plus fréquemment à la souveraineté sont l'« indépendance » (mentionnée par 42% des Européens), la « puissance » (37%) et l'« autodétermination » (34%). Les couches de la population européenne associant plus que la moyenne la souveraineté à l'indépendance sont les personnes âgées de soixante ans ou plus, les catégories socioprofessionnelles supérieures et les individus s'autopositionnant politiquement au centre. Ces derniers tendent également à assimiler plus fréquemment la souveraineté à l'autodétermination. En revanche, nous ne retrouvons pas la même base sociologique du côté de ceux qui interprètent le plus la souveraineté en termes de puissance : cette interprétation de la souveraineté est plus prégnante que la moyenne chez les jeunes (18-34 ans) ou les personnes d'âge intermédiaire (35-49 ans), ainsi que chez les catégories socioprofessionnelles modestes.

Figure 2. Ce qu'évoque la notion de souveraineté au sein des différents pays européens

En %, Au total	Ensemble	France	Allemagne	Italie	Espagne	Pologne	Roumanie	Lettonie	Suède
Indépendance	42	31	63	22	20	65	55	72	47
Puissance	37	51	23	46	54	9	41	15	22
Autodétermination	34	22	53	25	20	40	22	42	62
Nationalisme	31	43	7	58	43	6	32	14	20
Liberté	28	15	35	13	27	61	30	45	34
Protectionnisme	16	26	6	26	17	5	9	4	11
Protection	13	13	13	10	19	13	12	8	4

Concernant les caractéristiques attribuées à la souveraineté, il est intéressant de relever une singularité française par rapport à la majorité des opinions publiques du Vieux Continent : les Français – avec les Italiens – tendent à être ceux qui adjoignent le plus le « protectionnisme » à la notion de souveraineté (26% de nos compatriotes partageant cette opinion, soit dix points de plus que la moyenne européenne). Pourtant, les notions de protectionnisme et de « protection » sont habituellement peu évoquées par les Européens (respectivement 16% et 13% seulement d'entre eux citent ces deux concepts). Cette particularité hexagonale a sans doute pu constituer un terreau favorable au déploiement d'un argumentaire protectionniste de la part des mouvements souverainistes français : si le protectionnisme est souvent central dans le discours économique porté par les partis souverainistes de droite radicale (Rassemblement national, Debout la France, Les Patriotes), celui-ci s'avère être également présent dans les propositions de certains mouvements et personnalités de gauche eurosceptiques, que l'on songe au « protectionnisme solidaire » prôné par Jean-Luc Mélenchon, à la défense du « *made in France* » par Arnaud Montebourg, ou encore à la « clause de proximité » pour les marchés publics défendue par le PCF lors des européennes de 2019. Relevons d'ailleurs qu'à l'échelle européenne, les individus s'autopositionnant à gauche tendent à associer plus fréquemment que la moyenne la souveraineté au protectionnisme (21% contre 16%).

Figure 3. Les idées associées au concept de souveraineté

En %, Au total	Ensemble	France	Allemagne	Italie	Espagne	Pologne	Roumanie	Lettonie	Suède
L'indépendance vis-à-vis des autres	58	55	63	59	43	69	60	60	55
Le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences	57	60	49	57	63	60	66	56	48
La capacité à faire valoir ses propres intérêts	51	59	38	64	58	37	45	49	45
La coopération librement déterminée avec ses partenaires	35	27	49	21	36	35	29	36	52

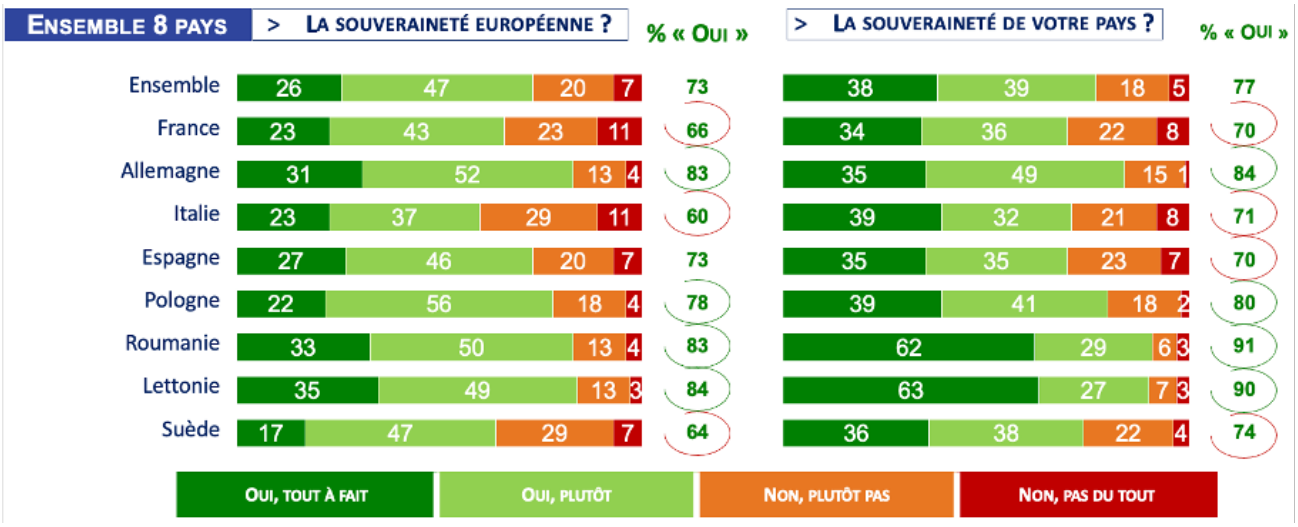
Au-delà des notions assimilées à la souveraineté, les Européens tendent également à associer à ce concept des idées spécifiques (figure 3) : 58% d'entre eux interprètent ce concept comme étant « l'indépendance vis-à-vis des autres » (les deux pays où cette thèse est la plus populaire sont la Pologne – 69% – et l'Allemagne – 63%), 57% comme étant « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » (une idée particulièrement appréciée par les Roumains – 66% – et les Espagnols – 63%) et 51% comme étant « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » (une opinion dont la prégnance se manifeste le plus nettement en Europe du Sud : 64% de soutien auprès des Italiens, 59% chez les Français et 58% chez les Espagnols).

Figure 4. Les caractéristiques « primordiales » dont doit disposer l'Europe pour être souveraine

En %, Primordial	Ensemble	France	Allemagne	Italie	Espagne	Pologne	Roumanie	Lettonie	Suède
Une économie prospère	69	67	67	73	75	59	82	71	45
Une politique de sécurité et de défense commune	67	67	71	72	67	53	75	70	50
Garantir la production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé	65	70	65	66	72	46	75	64	56
Des ressources énergétiques européennes / Ses propres ressources énergétiques	60	62	59	64	64	43	72	59	44
Une défense forte de ses propres valeurs (...) tant à l'intérieur qu'à l'extérieur	61	63	65	58	62	48	73	65	50
Une maitrise des frontières extérieures de l'UE	59	63	61	56	60	39	68	59	66
Des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (...)	58	64	60	61	57	40	66	60	64
Une maitrise des infrastructures stratégiques (...)	52	55	52	56	56	29	67	52	50
Ses propres ressources fiscales	53	57	45	63	61	32	68	54	34
Une maîtrise des infrastructures numériques (...)	46	51	49	47	51	24	60	39	42

Enfin, comme le montre la figure 4, les Européens associent à une Europe qui serait souveraine des caractéristiques jugées « primordiales », les trois caractéristiques les plus souvent mentionnées étant « une économie prospère » (citée par 69% des interrogés), « une politique de sécurité et de défense commune » (67%) et la garantie d'une « production européenne dans des domaines stratégiques telles que l'alimentation ou la santé » (65%). Certaines catégories de la population européenne tendent d'ailleurs à « sur-évoquer » ces trois éléments principaux : ainsi, les 50-59 ans (73%), les inactifs (71%) et les sympathisants de droite (73%) mentionnent plus que la moyenne une économie prospère. La nécessité d'une politique de sécurité et de défense commune est également citée plus souvent par les individus se considérant comme de droite (71%), les 50-59 ans (72%), ainsi que les soixante ans et plus (75%). Le besoin d'une production européenne dans certains secteurs clés est mentionné par ces mêmes catégories d'âge (respectivement 68% et 70%) et par les sympathisants de gauche (68%).

Figure 5. Faut-il renforcer la souveraineté nationale et/ou européenne ?



Par ailleurs, les personnes interrogées souhaitent voir « renforcée » la souveraineté européenne (73%), mais encore plus la souveraineté de leur pays (77%). Un même phénomène se manifeste à propos de la perception de la souveraineté : si la souveraineté européenne est perçue positivement par 52% des sondés, cette image positive atteint 57% à propos de la souveraineté nationale. En outre, si la majorité des Européens déclarent bien comprendre ces deux concepts, la souveraineté européenne demeure néanmoins moins bien comprise (63%) que la souveraineté nationale (71%). Certaines fractions de la population tendent néanmoins à comprendre plus que la moyenne aussi bien la souveraineté nationale que la souveraineté européenne : les soixante ans et plus, les catégories socioprofessionnelles supérieures et les centristes. Ce sont d'ailleurs ces mêmes groupes sociologiques qui tendent à juger plus positivement les souverainetés nationale et européenne et à les percevoir comme complémentaires. En revanche, la notion de souveraineté nationale s'avère être moins bien comprise dans les pays jugeant cette notion dépassée, l'Italie étant ici un cas emblématique (seulement 56% des Italiens déclarent comprendre cette notion et 53% l'estiment « dépassée »). À cet égard, l'assimilation spontanée par les Français de la souveraineté au « roi » témoigne de cette compréhension ambivalente.

Des spécificités régionales notables

Plus généralement, l'Europe méridionale semble être la plus réticente vis-à-vis du concept de souveraineté. Tout d'abord, relevons que ce terme est vu négativement par une proportion non négligeable d'Espagnols (23%) et de Français (25%). Les Italiens sont même plus nombreux à juger ce terme négativement (35%) que positivement (21%). En plus d'être les pays interprétant le plus négativement la souveraineté, la France, l'Espagne et l'Italie se distinguent également par une perception de cette notion comme dépassée (une idée partagée, comme nous l'avons précédemment remarqué, par 53% des Italiens, mais aussi par 49% des Français et 38% des Espagnols). Ce concept est d'ailleurs associé au « nationalisme » par 58% des Italiens, ainsi que par

43% des Français et des Espagnols. Toutefois, et de manière surprenante, les Italiens et les Français demeurent les populations exprimant le plus grand scepticisme quant à l'association des termes « souveraineté » et « Europe » : 52% des Français et 56% des Italiens jugent l'idée de souveraineté européenne « contradictoire ». De plus, les pays d'Europe du Sud sont ceux qui perçoivent le moins l'Europe comme étant « souveraine » : 47% des Espagnols, 54% des Italiens et 64% des Français refusent de qualifier l'Europe comme telle. Si l'Europe méridionale est dubitative vis-à-vis de la souveraineté nationale, elle est également sceptique à l'égard de la souveraineté européenne. Par conséquent, nous pourrions nous demander si l'implantation locale de certains partis souverainistes ou « euro-critiques », de gauche comme de droite (que l'on songe à Podemos en Espagne, au Mouvement 5 étoiles et à la Ligue en Italie, au Rassemblement national en France), loin d'exprimer un réel désir de retour à la souveraineté nationale, ne manifesterait pas plutôt une forme d'europhilie déçue (et donc, une sorte de souverainisme « faute de mieux »). Une telle ambivalence au sein de l'opinion publique contribuerait d'ailleurs à expliquer, dans le cas italien, l'ambiguïté du Mouvement 5 étoiles sur la question européenne, ainsi que le récent changement de positionnement opéré par Matteo Salvini (ce dernier ayant amendé sa posture souverainiste en apportant, au début du mois de février, son soutien à l'ex-président de la BCE Mario Draghi, en vue de la constitution d'un « gouvernement technique »).

Contrairement à leurs voisins méridionaux, les Européens de l'Est expriment un sentiment positif à l'égard de la souveraineté (ce sentiment est partagé par 60% des Roumains, 61% des Lettons et 69% des Polonais). À l'exception de l'Allemagne, la Pologne, la Lettonie et la Roumanie sont les pays dans lesquels les opinions publiques s'avèrent être les plus enthousiastes à l'idée de renforcer aussi bien les souverainetés nationale qu'européenne ; un taux d'approbation de cette idée nettement supérieur à la moyenne européenne peut même être constaté, dans les deux cas de figure. Dans ces trois pays, la majorité des interrogés jugent d'ailleurs complémentaires les souverainetés nationale et européenne (contrairement à ce que nous avons relevé précédemment pour la France et l'Italie). Une autre singularité intéressante peut être mise en exergue : les opinions publiques est-européennes tendent à assimiler plus souvent la souveraineté à la « liberté » (c'est en effet le cas de 30% des Roumains, de 45% des Lettons et de 61% des Polonais). Ces résultats peuvent être interprétés comme une réminiscence du souvenir de la période communiste dans ces pays (alors enfermés dans un statut de « souveraineté limitée »), ainsi que comme une conséquence du cadrage de la question européenne par les élites politiques locales depuis l'effondrement du bloc de l'Est. En effet, après la chute du rideau de fer, les dirigeants est-européens ont présenté l'arrimage à l'Union européenne comme étant la voie de la démocratisation : la souveraineté nationale ne pouvait connaître son plein épanouissement que dans une perspective européenne, seule garante d'une sortie « définitive » du communisme. D'ailleurs, parmi les différentes motivations du souhait de voir la souveraineté européenne être

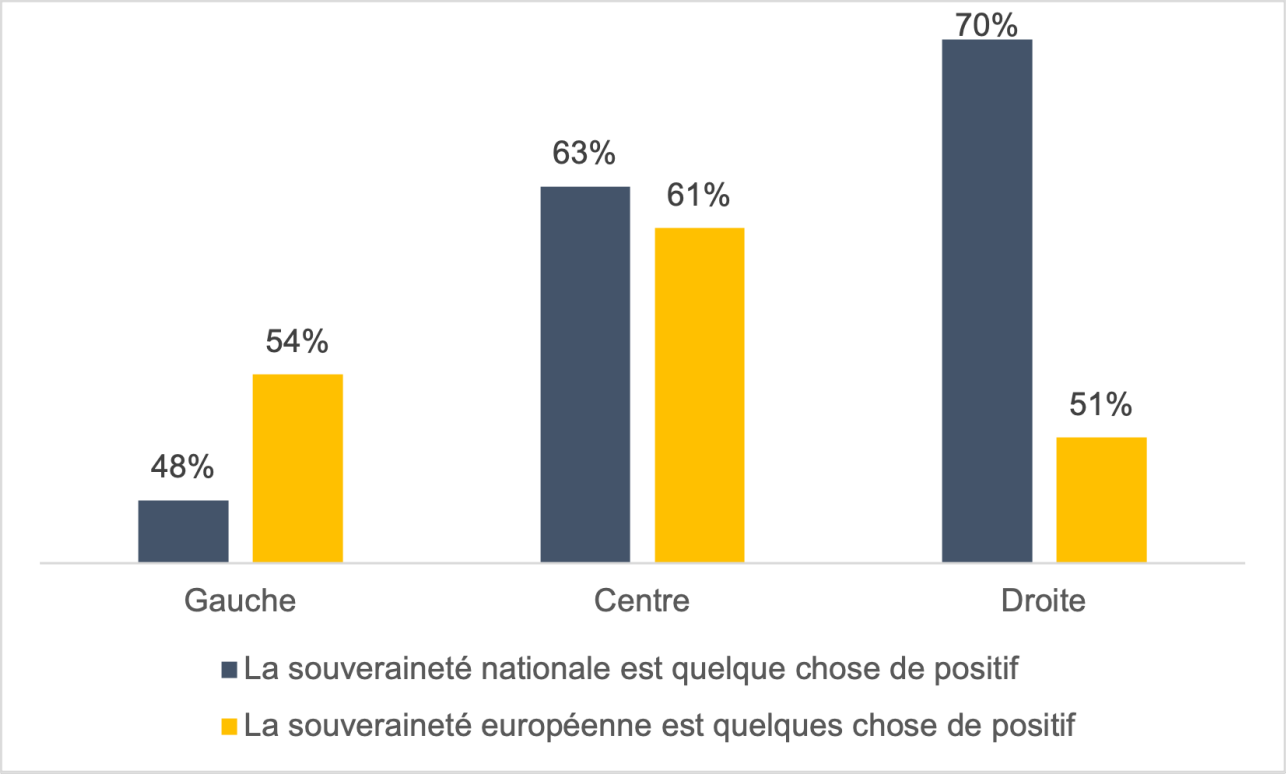
renforcée, la « volonté de puissance de la Russie » est nettement plus mentionnée par les Roumains (21%), les Polonais (30%) et les Lettons (31%), alors que cette justification est plus marginalement citée par l'ensemble des Européens (13%). De même que le souverainisme d'Europe méridionale dissimulerait une europhilie non assouvie, l'europhilie d'Europe orientale masquerait un souverainisme construit autour du rejet de la période communiste (et dirigé contre les ambitions régionales de la Russie poutinienne).

La souveraineté au sein de la gauche européenne

Nous avons vu dans cette première partie comment le concept de souveraineté s'analysait au sein des huit pays européens pris en compte. Dans une seconde partie nous allons nous intéresser plus spécifiquement à la déclinaison de ce concept et des enjeux qui y sont associés au sein de la gauche européenne.

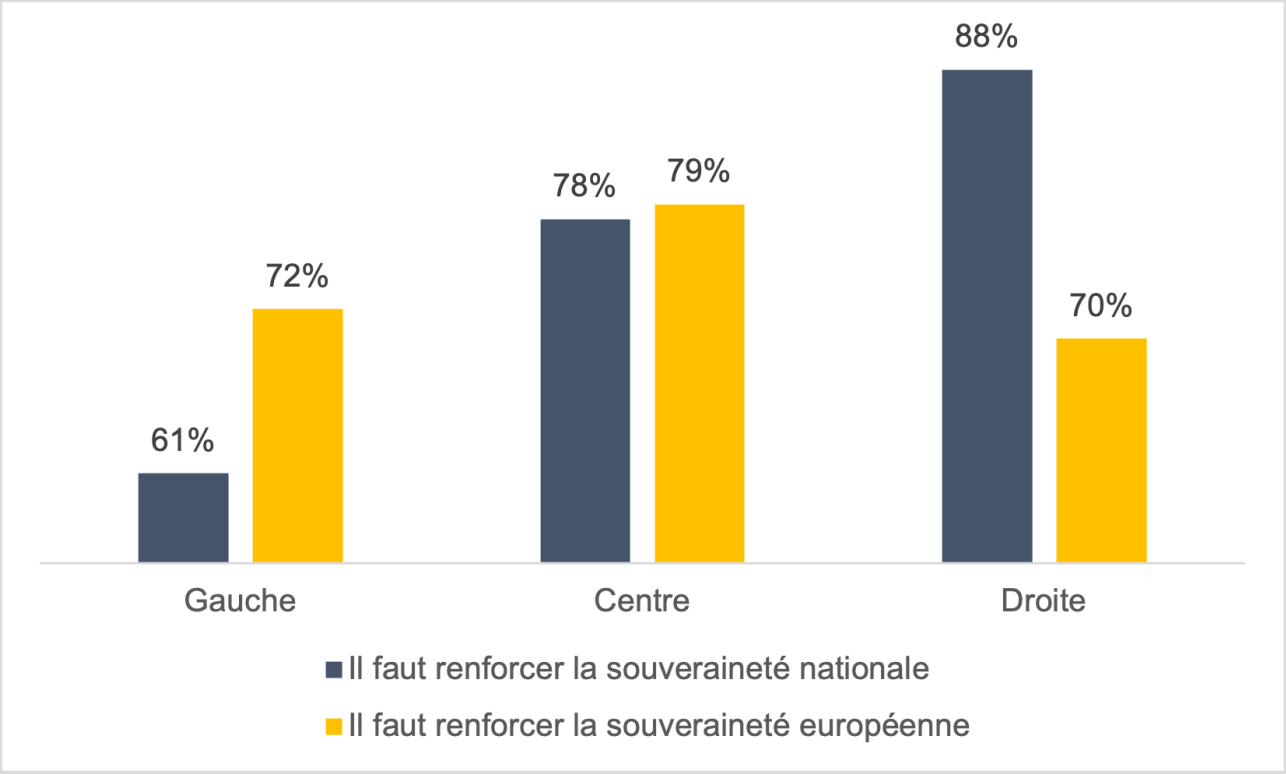
Intéressons-nous tout d'abord au terme même de « souveraineté ». La gauche considère ainsi plus que la moyenne que ce terme est négatif et qu'il est dépassé. Il est vrai que ce terme n'est traditionnellement pas associé à la gauche : seuls 6% des citoyens des huit pays pris en compte dans l'enquête considèrent que le terme est de gauche et dans aucun pays ce terme est associé à la gauche. Assez logiquement puisque ce terme est connoté assez négativement à gauche, les Européens de gauche vont avoir tendance à l'associer beaucoup plus à des termes négatifs. Celui qui arrive en premier est, en effet, le nationalisme avec 39%, alors qu'au centre et à droite c'est celui – beaucoup plus positif – d'indépendance.

Figure 6. Opinion des différents électorats européens concernant le concept de souveraineté



Comme on le voit sur la figure 6, il est également frappant de constater que moins d'un Européen de gauche sur deux considère le terme de souveraineté nationale de manière positive. C'est en tout cas 15 points de moins que pour les citoyens positionnés au centre et 22 points de moins que pour ceux positionnés à droite. Néanmoins, alors que, dans les électorats centristes et de droite, le fait de passer de la souveraineté « nationale » à la souveraineté « européenne » fait baisser l'approbation, celle-ci augmente au contraire au sein de l'électorat de gauche. Ou, pour le dire autrement, les citoyens de gauche sont les seuls à juger plus positivement le concept de souveraineté européenne que le concept de souveraineté nationale. Un constat similaire se dresse lorsque l'on interroge les différentes fractions de l'électorat sur la nécessité de renforcer la souveraineté nationale et/ou européenne. Comme nous le montre la figure 7, les citoyens de gauche sont ainsi les seuls à considérer qu'il est davantage nécessaire de renforcer la souveraineté européenne (72%) que la souveraineté nationale (61%).

Figure 7. Opinion des différents électorats européens sur le futur de la souveraineté



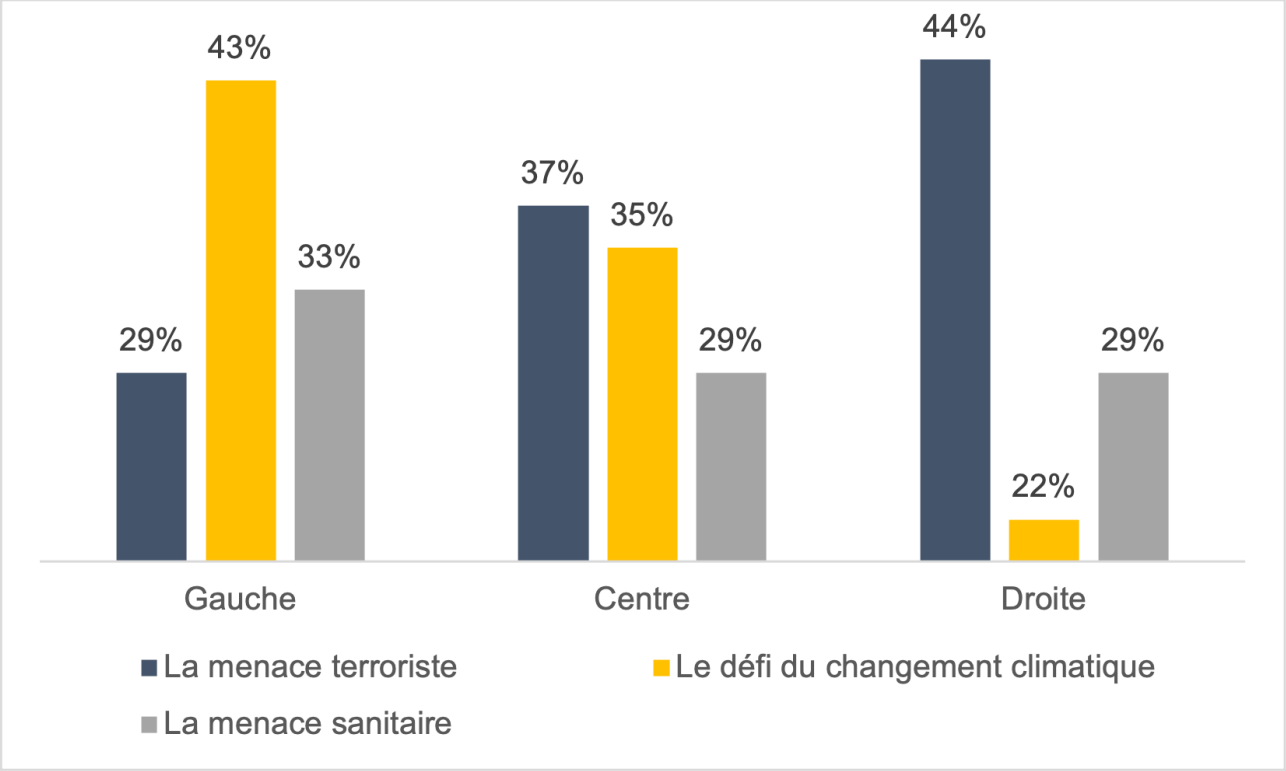
Mais, dans ces conditions, les deux concepts s'opposent-ils ? Les Européens jugent-ils contradictoire l'utilisation de ces deux concepts car la souveraineté renverrait avant tout au cadre national ? Si les Européens de droite sont partagés sur cette question, à gauche (62%) comme au centre (69%), souveraineté nationale et européenne semblent en mesure de se compléter plus que de s'opposer. En tous les cas, à la vue de ces données, le clivage classique entre européistes et europhobes mérite d'être plus largement questionné.

Dès lors, comment faire en sorte que l'Europe devienne souveraine ? La réponse à cette question prend chez les citoyens européens une coloration politique assez nette. Quand les Européens se positionnant à droite de l'échiquier politique valorisent les enjeux classiquement associés à cette famille politique (politique de sécurité et de défense commune, maîtrise des frontières européennes de l'Union européenne, défense de ses valeurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne), il en est de même pour les Européens de gauche. En effet, pour les citoyens de gauche, outre le vœu d'une économie prospère – partagé également avec la droite –, la souveraineté européenne devrait avant tout passer par une politique européenne de l'alimentation, de la santé et de l'énergie.

Ces résultats sont à mettre en perspective avec le constat dressé plus haut. Depuis plusieurs années maintenant, les enjeux sécuritaires et migratoires ont largement préempté l'actualité européenne au détriment des questions écologiques et sociales. Dans ces conditions, il y a fort à

parier que le terme de souveraineté européenne serait encore mieux vu à gauche si les enjeux qui préoccupent plus largement les citoyens de cette famille politique y étaient plus largement associés. En effet, les Européens de gauche se disent avant tout préoccupés par les enjeux du changement climatique, voire par la menace sanitaire. Ce sont ces questions qui, à leurs yeux, nécessiteraient un renforcement de la politique sanitaire, et non la menace terroriste comme l'exposent les Européens se plaçant à droite de l'échiquier politique.

Figure 8. Les enjeux poussant à renforcer la souveraineté européenne



Si pour les Européens de gauche, le principal frein à la souveraineté européenne est la présence de dirigeants nationalistes à la tête de certains pays européens, il n'en demeure pas moins qu'une voie « de gauche » vers la souveraineté européenne existe, mais celle-ci passe par les enjeux propres à cette famille politique : l'écologie et le social.

Le concept de souveraineté au sein des partis et des électorats de gauche français

La souveraineté dans l'histoire de la gauche française

« Quand l'Europe ouvre la bouche, c'est pour bâiller », ironisait François Mitterrand dans les

colonnes du journal socialiste *L'Unité*, en 1977. En dépit de cette saillie, le Parti socialiste s'est caractérisé, depuis sa fondation en 1969, par un constant soutien à la construction européenne. Ainsi, lors des premières élections européennes au suffrage universel direct (1979), le Parti socialiste s'était alors choisi le slogan : « Pour la France, faites l'Europe avec les socialistes. » Une dimension paneuropéenne et fédéraliste s'était déjà manifestée durant ce scrutin, la communication socialiste évoquant alors un « printemps européen ». Cette ligne fédéraliste devint d'autant plus assumée au fur et à mesure des élections européennes successives, le Parti socialiste choisissant de faire campagne sous des mots d'ordre tels que « La volonté de la France, une chance pour l'Europe » (1984), « Construisons notre Europe » (1999) ou encore « Envie d'Europe écologique et sociale » (2019). En plus d'être un gage de crédibilité gestionnaire pour les socialistes (François Mitterrand choisissant de rester dans le Système monétaire européen suite au « tournant de la rigueur » de 1983), le ralliement à la cause fédéraliste et la revendication d'une identité européenne s'inscrivaient également dans une tradition internationaliste et pacifiste héritée tant du jauressisme que du souvenir d'Aristide Briand : en témoigne la communication mobilisée par le Parti socialiste lors des européennes de 1989, présentant Mitterrand et Kohl main dans la main sous le slogan « Vers une nouvelle terre de paix ». Inscrit dans une certaine continuité avec l'héritage mitterrandien, le Parti socialiste plaide toujours aujourd'hui pour une « Europe fédérale», et propose, par exemple, l'abandon de la règle de l'unanimité au Conseil européen ainsi qu'une supranationalisation de la politique étrangère de l'Union européenne.

Toutefois, il convient de souligner la présence occasionnelle de figures eurosceptiques au sein de la gauche sociale-démocrate. Souvenons-nous du peu d'empressement que manifesta Pierre Mendès France à défendre la Communauté européenne de défense (CED), rejetée le 30 août 1954 par l'Assemblée nationale. De plus, un courant d'orientation souverainiste existait au sein du Parti socialiste, le Ceres de Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane, qui constituait un carrefour idéologique entre pensée socialiste et républicanisme jacobin, tout en plaidant pour une politique d'indépendance nationale inscrite dans une approche gaullienne des relations internationales. Jean-Pierre Chevènement fit d'ailleurs campagne contre le traité de Maastricht en 1992, avant de quitter le Parti socialiste en 1993 pour fonder le Mouvement des citoyens en 1993. Les débats autour des ratifications respectives du Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005 et du traité de Lisbonne en 2008 furent également l'occasion de voir se manifester des voix euro-critiques au sein du Parti socialiste (comme Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, Jean-Luc Mélenchon, Arnaud Montebourg ou Benoît Hamon). Actuellement, la principale figure issue de la gauche sociale-démocrate porteuse d'un discours souverainiste s'avère être Arnaud Montebourg. La défense de cette ligne politique ne constitue pas une nouveauté pour l'ancien ministre du Redressement productif : dès la campagne pour les primaires socialistes de 2011, Arnaud Montebourg avait publié un manifeste intitulé *Votez pour la démondialisation !*, préfacé par l'essayiste eurosceptique

Emmanuel Todd. Par ailleurs, d'anciens élus du Parti socialiste (tels qu'Emmanuel Maurel ou Marie-Noëlle Lienemann) militent désormais au sein de la Gauche républicaine et socialiste (fondée en 2019), d'orientation écosocialiste et souverainiste.

Du côté d'Europe Écologie-Les Verts, nous pouvons constater un plus grand unanimisme à propos du soutien à l'Union européenne. Héritier d'une gauche fédéraliste et libertaire, EE-LV se fait le porte-voix d'un discours pro-européen assumé, résolument inscrit dans une optique post-nationale. Rappelons qu'en 2005, Les Verts décidèrent (à la suite d'un référendum organisé en interne) de faire campagne en faveur du Traité constitutionnel européen. Par la suite, les écologistes firent campagne aux différentes élections européennes en revendiquant une ligne clairement fédéraliste : ainsi, lors du scrutin de 2009, Les Verts choisirent comme tête de liste Daniel Cohn-Bendit, militant franco-allemand historique de la cause européenne. L'ancienne figure de Mai 68 participa également à la campagne d'EE-LV pour les européennes de 2014, en optant pour une rhétorique de confrontation directe avec le courant eurosceptique : « N'ayez pas peur ! Affrontez les bêtises des eurosceptiques ! On peut être critique de l'Europe, mais si vous doutez de sa nécessité, vous avez perdu. » Une stratégie similaire fut suivie par Yannick Jadot au scrutin de 2019 : la tête de liste d'EE-LV prôna « une alternative enthousiaste pour l'Europe » et se livra à une vive critique des positions eurosceptiques portées par l'un de ses rivaux à gauche, La France insoumise.

En effet, du côté des « insoumis », l'Union européenne est l'objet de critiques nettement plus vives, notamment en raison de la ligne libérale, austéritaire et atlantiste qui la caractériserait intrinsèquement. Par conséquent, le discours de La France insoumise sur cette question tend à osciller entre alter-européisme et souverainisme : en témoignent les positionnements de Jean-Luc Mélenchon durant l'élection présidentielle de 2017 à propos de la directive sur le « travail détaché », ainsi que sa défense de la stratégie « plan A, plan B » face aux institutions européennes. De même, lors de son discours prononcé à Marseille le 9 avril 2017, le candidat de La France insoumise tenta de réactiver le souvenir de l'épisode Tsipras au sein de l'électorat de gauche, en rendant hommage à la Grèce « plongée dans les sacrifices et les souffrances », subissant le « talon de fer du Capital et des banques ». Cependant, l'on assista à un changement de discours au sein de La France insoumise à l'approche de la campagne pour les élections européennes, qui se traduisit notamment par l'éviction de Djordje Kuzmanovic et François Cocq, tenants d'une ligne anti-Union européenne plus radicale. Si la tête de liste des « insoumis » (Manon Aubry) refusait le qualificatif de « souverainiste », il n'en demeure pas moins que La France insoumise déploya un discours nettement plus eurosceptique que ses concurrents écologiste et socialiste : ainsi, l'ancienne porte-parole d'Oxfam prônait une sortie des traités et plaidait pour une profonde remise en cause du droit de la concurrence européen : « Abandonnons l'absurdité de la "concurrence libre et non

faussée" pour avoir des champions industriels français et européens. Surtout, il faut changer ce droit pour protéger nos services publics et pouvoir investir dans nos secteurs stratégiques. Les aides d'État, interdites aujourd'hui, ont permis Ariane et tant d'autres succès. » À l'inverse de Raphaël Glucksmann (tête de liste Parti socialiste-Place publique) et de Yannick Jadot, Manon Aubry n'exprima pas de déploration particulière vis-à-vis du Brexit : « Je n'ai pas à regretter ou non le Brexit : la souveraineté populaire s'est exprimée et je la respecte. Mais je regrette que la construction européenne en soit arrivée là. Le Brexit est le symptôme d'un divorce profond entre l'UE et les peuples. » Les porte-parole de La France insoumise firent également campagne contre leur concurrent écologiste en flétrissant Europe Écologie-Les Verts comme une sorte d'« aile gauche » du macronisme.

La question européenne constitue actuellement une pomme de discorde au sein de La France insoumise. Si François Ruffin (auteur du pamphlet eurosceptique *Faut-il faire sauter Bruxelles ?*) plaide pour la réhabilitation des frontières et déplore un abandon de la « souveraineté sanitaire » par « l'élite », Clémentine Autain se montre plus distante vis-à-vis du logiciel eurosceptique et critique d'ailleurs le positionnement souverainiste d'Arnaud Montebourg. Une perspective similaire caractérise le positionnement d'Éric Coquerel : « La nation est le cadre premier de la démocratie mais ce n'est pas le soubassement principal de notre idéologie. La souveraineté ne permet pas de se définir politiquement. » De surcroît, l'affirmation au sein de La France insoumise d'une ligne inspirée par le courant intersectionnel laisse envisager une redéfinition possible du rapport des « insoumis » à la notion de souveraineté.

Du côté de l'extrême gauche trotskiste (et à l'exception du Parti ouvrier indépendant, qui prône une sortie de l'Union européenne), le rapport au souverainisme se caractérise tantôt par une certaine indifférence, tantôt par une vive hostilité contre ce logiciel idéologique. En vertu de l'internationalisme prolétarien, Lutte ouvrière refuse de s'inscrire aussi bien dans une logique nationale qu'européenne et interprète la rhétorique souverainiste comme étant une roue de secours au service de la bourgeoisie capitaliste. Du côté du Nouveau Parti anticapitaliste, le souverainisme est vu comme un outil de légitimation du nationalisme, et donc de « l'Europe forteresse » dénoncée par cette formation. Lors de la campagne présidentielle de 2017, Philippe Poutou rejeta l'argumentaire protectionniste déployé par Jean-Luc Mélenchon : « Le chauvinisme et le protectionnisme ne nous vont pas du tout. Nous, on est internationalistes. À aucun moment on va défendre la République française. » Une logique partagée par Olivier Besancenot qui, à l'occasion des élections européennes de 2014, appela la gauche radicale à ne pas « basculer dans le souverainisme ». Un positionnement qui n'est pas sans susciter des controverses idéologiques au sein de la mouvance anti-libérale, comme en témoigne le débat organisé en 2017 par la revue *Ballast* (d'orientation communiste libertaire) entre Olivier Besancenot et l'essayiste anti-euro

Frédéric Lordon.

Concernant le Parti communiste français, une certaine constance de l'euroscepticisme peut être soulignée. Bien évidemment, on pourrait voir dans cette attitude une réminiscence du « national-thorezisme » (dont la caractéristique principale était la réappropriation par le PCF des valeurs patriotiques), tel qu'il a été analysé par Annie Kriegel. Cependant, cet euroscepticisme s'inscrivait également dans la logique de la guerre froide, le projet fédéral était alors interprété comme une succursale du camp atlantiste. En témoignent ses déclarations tenues par Waldeck Rochet lors d'un sommet communiste organisé à Moscou en juin 1969 : « Nous avons agi et nous continuerons d'agir en faveur d'une politique indépendante de la France, contre la participation de notre pays à l'Alliance atlantique sous direction américaine, contre son intégration à la petite Europe des trusts que représente la Communauté économique européenne, contre l'alliance avec les militaristes ouest-allemands. » Comme nous pouvons le constater, cette hostilité à la construction européenne, en plus de reposer sur un anti-américanisme affirmé, s'articulait également à un anti-germanisme puisant dans le souvenir (alors particulièrement vivace) de la Seconde Guerre mondiale. Comme l'écrivaient en juillet 1957 *Les Cahiers du communisme* : « Point n'est besoin d'être communiste pour comprendre le danger de voir, grâce à l'Euratom, l'Allemagne de l'Ouest fabriquer des bombes atomiques. Inversement les communistes savent que seuls ils ne sauraient faire échec à ces projets. La victoire exige l'unité de larges couches patriotiques rassemblées autour de la classe ouvrière unie dont le combat contre la renaissance du militarisme allemand fait partie intégrante de son combat national. » Trois années auparavant, ce fut d'ailleurs ce sentiment conjoint d'anti-américanisme et d'anti-germanisme qui poussa les députés communistes à faire front commun avec leurs collègues gaullistes contre le projet de CED. En outre, une logique semblable animait l'opposition du PCF au Conseil de l'Europe en 1949 : « Le Conseil de l'Europe sera un tremplin pour intégrer l'Allemagne dans l'Europe occidentale. Cette intégration aboutira à l'abandon de réparations et de la décartellisation de l'Allemagne. [...] Le Conseil de l'Europe ne sera aujourd'hui qu'un haut-parleur pour vanter la civilisation occidentale et demain un moyen pour obtenir des pays adhérents la cession d'une part de leur souveraineté. Le but sera la destruction du sentiment national. » Puis, à l'occasion des élections européennes de 1979, ce fut au tour de Georges Marchais (dans sa profession de foi) d'avoir recours au souverainisme pour flétrir un projet de fédéralisation dont la conséquence serait l'asservissement à l'Allemagne et aux États-Unis, non seulement dans le domaine militaire mais aussi sur le plan civilisationnel : « Ils veulent que ce soit à Bruxelles ou à Bonn, et non plus à Paris, que se prennent les décisions essentielles concernant la vie du pays. Ils veulent intégrer l'armée française dans une force militaire européenne et atlantique. Ils ne veulent pas seulement démanteler notre économie, mais fondre notre culture nationale, nos cultures régionales dans le moule américain. Ils veulent affaiblir la France, en faire une province secondaire d'un empire dominé par l'Allemagne fédérale et les États-Unis. » Ce souverainisme

militaire et culturel s'accompagnait d'un discours économique marqué par le protectionnisme. Comme l'affirmait (le 14 avril 1981) l'économiste communiste Philippe Herzog : « Ceux qui parlent de reconquête du marché intérieur sans prendre des mesures pour empêcher l'invasion de notre économie par des produits étrangers se moquent du monde. »

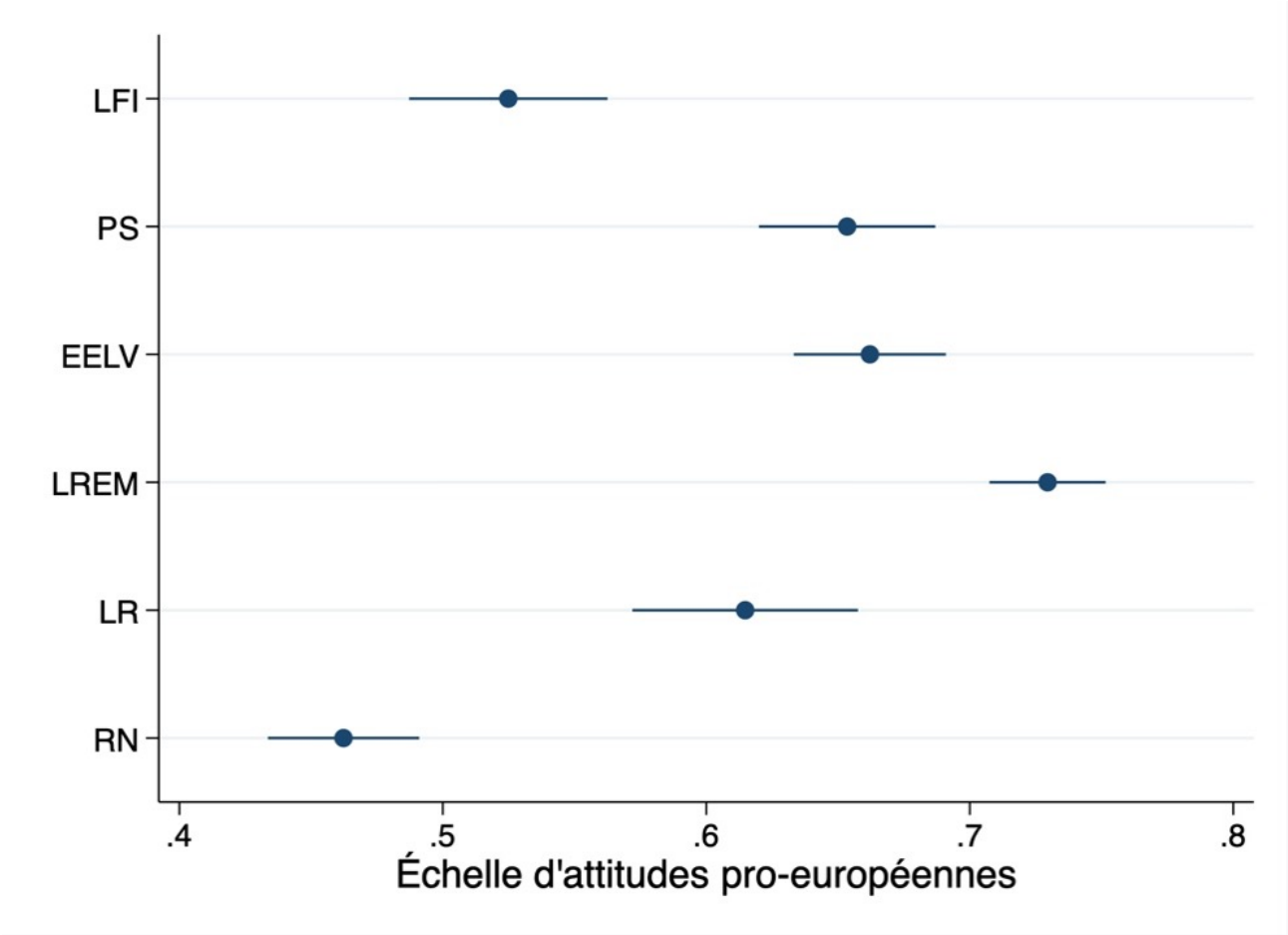
Cette ligne souverainiste fut ensuite atténuée sous la direction de Robert Hue, même si sa successeuse Marie-George Buffet appela évidemment à voter « non » au référendum de 2005 sur le TCE. Dans le contexte de la crise grecque, le discours eurosceptique du PCF connut un regain de visibilité – Pierre Laurent allant jusqu'à justifier l'alliance gouvernementale entre Syriza et les Grecs indépendants (droite souverainiste), un partenaire de coalition pourtant perçu avec méfiance par de nombreux acteurs européens de gauche radicale. Enfin, pendant les élections européennes de 2019, la tête de liste des communistes (Ian Brossat) fit campagne en revendiquant le fait que son parti soit « la seule force politique de gauche à avoir rejeté tous ces traités européens ultralibéraux », tout en rejetant la perspective d'un Frexit («L'Europe peut être autre chose que cette machine à pourrir la vie»).

La souveraineté, pomme de discorde des électorats de gauche ?

Si l'on constate une histoire différente au sein de la gauche sur la question de la souveraineté, qu'en est-il de la position actuelle des électorats de gauche français sur cette dimension ?

À première vue, la question de la souveraineté constitue une ligne de fracture majeure au sein de l'électorat de gauche français. Si la question de la souveraineté ne se réduit bien sûr pas au seul enjeu européen, celui-ci est néanmoins déterminant à l'heure actuelle. Afin d'étudier la position des différents électorats de la gauche français sur la question européenne, nous créons, à partir des données de l'enquête *Fractures françaises 2020*, une échelle synthétique d'attitudes pro-européennes. On constate assez rapidement à quel point l'électorat français est particulièrement fragmenté sur cet enjeu. Si le souverainisme des électeurs de Marine Le Pen s'oppose clairement à l'europhilie des partisans du président en exercice, force est également de constater que la gauche est également largement divisée sur cette question. Si les électeurs du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts présentent des attitudes fortement pro-européennes, c'est beaucoup moins le cas pour les électeurs de La France insoumise.

Figure 9. Position des différents électorats en faveur de l'intégration européenne



Lecture : Les Français se déclarant proches de La République en marche sont davantage pro-européens que les autres.

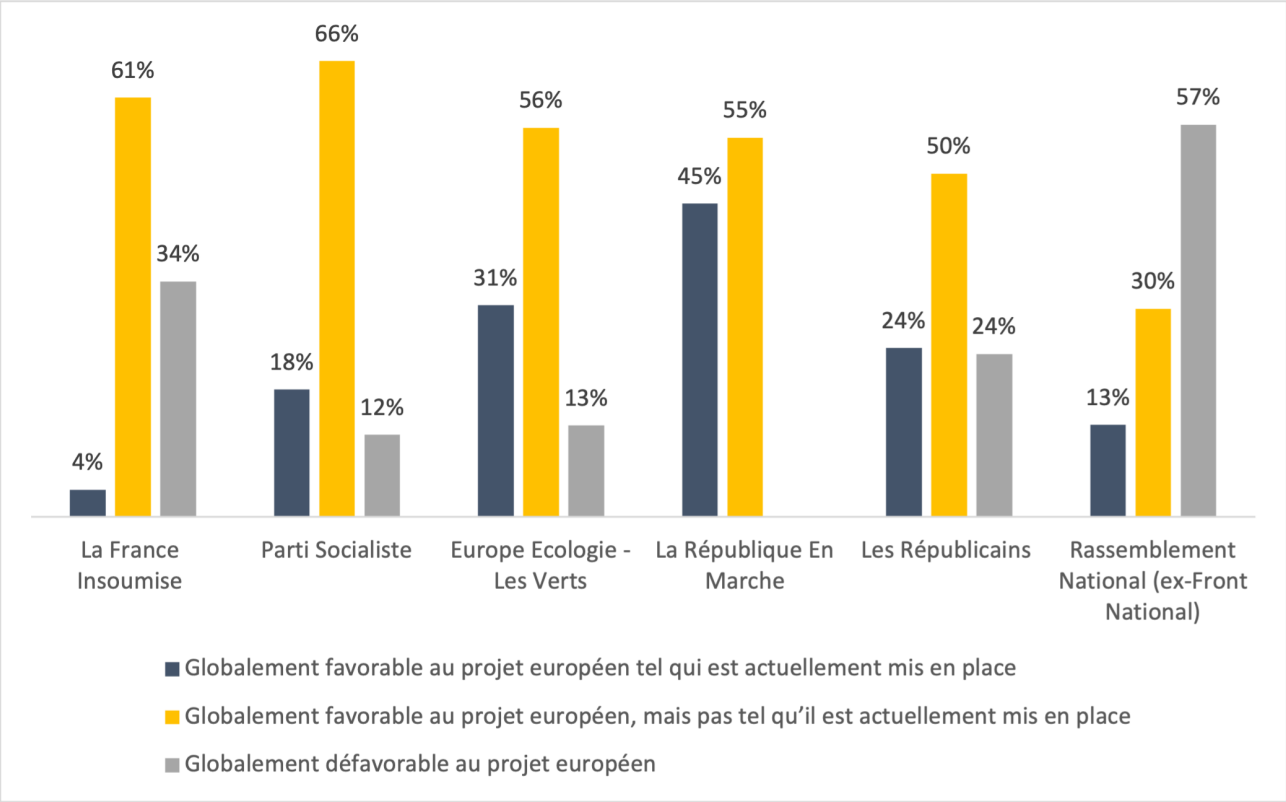
Lorsque l'on dépasse la question européenne et que l'on demande à ces différentes fractions de l'électorat si elles pensent que la France doit « s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui » ou au contraire « se protéger davantage du monde d'aujourd'hui », les différences sont aussi frappantes. Si le fait de vouloir davantage se protéger est assez largement majoritaire au sein de l'électorat « insoumis » (62%), il est minoritaire à la fois chez les proches du Parti socialiste (46%) et chez les proches d'Europe Écologie-Les Verts (45%).

Pour autant, est-ce que les différences concernant les constats émis se traduisent en différences dans les choix de politiques publiques ? Prenons tout d'abord le versant économique de la souveraineté *via* l'arbitrage entre protectionnisme et libre-échange. Indéniablement, « insoumis » comme socialistes et écologistes penchent majoritairement pour la première solution (66% pour les « insoumis », 62% pour les socialistes et 64% pour les écologistes).

Considérons encore l'enjeu européen sur le versant propositionnel cette fois. À nouveau, il ne

faudrait pas non plus céder à la caricature en opposant totalement un bloc « éco-socialiste » pro-européen et des électeurs « insoumis » souverainistes. Certes, lorsque l'on demande aux électeurs des trois partis si l'appartenance à l'Union européenne est une bonne ou une mauvaise chose, les différences sont considérables : 39% des « insoumis » considèrent que c'est une bonne chose contre 70% des socialistes et 67% des écologistes.

Figure 10. Position des différents segments de l'électorat français concernant l'enjeu européen (données *Fractures françaises 2020*)



Pourtant, lorsque l'on passe de la simple question du constat à la question des solutions, les différences s'estompent. Certes, un tiers des électorats « insoumis » et écologistes semblent difficilement conciliables. 34% des proches de La France insoumise disent ainsi être globalement défavorables au projet européen, quand une proportion relativement similaire au sein de l'électorat écologiste (31%) affirme n'avoir finalement rien à redire par rapport à la forme actuelle du projet européen. Néanmoins, la position majoritaire au sein de ces trois électorats (61% pour La France insoumise, 66% pour le Parti socialiste et 56% pour Europe Écologie-Les Verts) est « globalement favorable au projet européen mais pas tel qu'il est actuellement mis en place ». La majorité des « insoumis », des socialistes et des écologistes s'accordent finalement pour une position réformiste par rapport à l'enjeu européen et rejettent tant le « Frexit » qu'une position pleinement optimiste et convaincue vis-à-vis du fonctionnement actuel des institutions européennes.